

L'UE, pion de la stratégie de Trump : l'Amérique Latine et les Caraïbes cherchent des solutions pacifiques

Par [Aram Aharonian](#)

Mondialisation.ca, 10 février 2019

[estrategia.la](#) 8 février 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

L'Union Européenne a montré à Montevideo ses lettres d'ingérence bellicistes et a écarté les possibilités d'une solution démocratique et négociée à la crise vénézuélienne, alors que le Président intérimaire autoproclamé *Juan Guaidó* a menacé d'une intervention étrangère au Venezuela si le gouvernement de *Nicolás Maduro* continue de refuser l'entrée de la fameuse aide humanitaire.

Le président fantoche qui tente de gouverner sur ordre de Washington, a souligné que :

« La Cour Suprême de Justice du Venezuela (en exil) autorise la coalition militaire internationale en mission de paix à réaliser une aide humanitaire, basée sur le principe de la responsabilité de protéger » .

Un président autoproclamé s'appuie sur une pseudo-résolution d'un tribunal qui n'existe pas. Une post-vérité totale.

Le dénommé *Groupe de Contact International* (CGI) qui a débattu jeudi à Montevideo un plan sur la crise vénézuélienne a publié une déclaration soutenue par l'Union Européenne promouvant :

« Des élections présidentielles libres, transparentes et crédibles selon la constitution vénézuélienne... dans les plus brefs délais » .



Huit pays du bloc européen et cinq pays

d'Amérique Latine se sont réunis dans la tour présidentielle de Montevideo dans le but de « contribuer à une solution politique pacifique et démocratique ».

Toutefois, mercredi, le gouvernement uruguayen, avec le Mexique et les pays de la *Communauté caribéenne* (CARICOM), a présenté une proposition qui ne prévoit pas la tenue d'élections au Venezuela. Le président de l'Uruguay, *Tabaré Vázquez*, a appelé jeudi à la « *prudence de la communauté internationale* » face au dilemme « *paix et guerre* » auquel fait face le Venezuela.

Initialement convoquée par le Mexique et l'Uruguay en tant que réunion de « pays neutres », la réunion a finalement été coorganisée par l'UE, qui s'y est jointe après le lancement d'un groupe de contact international, rejoint par trois autres pays d'Amérique Latine (Équateur, Costa Rica et Bolivie). Le Mexique a toutefois précisé que, bien qu'il participe à la réunion, il n'est pas un membre officiel du groupe.

Maximiliano Reyes, sous-secrétaire pour l'Amérique Latine et les Caraïbes du gouvernement de *López Obrador* a déclaré :

« Il n'y a pas de différence entre le Groupe de Lima et le Groupe de Contact International sur le Venezuela. La seule différence, ce sont les pays, l'interventionnisme est exactement le même. Le Mexique et l'Uruguay ont convoqué cette réunion avec l'idée de trouver une solution pacifique et démocratique qui ne se termine pas par la violence civile ou une manifestation de violence armée.

Le Mexique souhaite que la décision soit entre les mains des Vénézuéliens, mais tout le monde parie que la décision sera prise à l'étranger. Le mécanisme de Montevideo signé par les pays du CARICOM, l'Uruguay et le Mexique est une fois de plus une option pour établir un pont de communication qui empêche une intervention militaire étrangère, une guerre civile, et conduit tout par la voie diplomatique.

Le Groupe de Contact de l'Union européenne provoque une situation d'ingérence totale. Nous aurions aimé trouver un terrain d'entente au Mexique, mais il n'y a pas de terrain d'entente avec des positions aussi extrêmes. Aucun étranger n'a le droit de décider de la volonté souveraine, c'est le point principal ».

« *L'UE est en Uruguay pour contrôler les dégâts après sa vulgaire subordination à la politique de Trump (qui les méprise publiquement). Au contraire, l'UE essaie de dynamiter l'initiative du Mexique et de l'Uruguay* », a déclaré *G. Borges Revilla*, de *Operación Verdad*.

« *L'attitude ridicule et absurde du Ministère des Affaires Étrangères de l'Équateur qui approuve un homme qui ne représente personne est totalement illégitime et illégale. L'Uruguay, pour sa part, cesse d'être crédible parce qu'il propose une chose avec le Mexique et en vote une autre avec d'autres pays. Nous vivons une époque honteuse* », a signalé l'ex-vicechancelier équatorien *Kintto Lucas*.

Le Ministre uruguayen des Affaires Étrangères *Nin Novoa* a souligné que :

« Il ne peut y avoir deux présidents et deux gouvernements dans un pays, cela conduit irrémédiablement à une escalade de violence. La seule solution pour résoudre ce problème est d'organiser des élections », a-t-il dit pour clarifier

son changement de position».

Cependant, il a précisé que l'Uruguay ne reconnaîtra pas l'autoproclamé Juan Guaidó,

« Il n'y a donc pas de changement, nous trouvons inadmissible que dans un pays une personne se proclame Président de la République » .

Il s'est également dit préoccupé par « l'intransigeance » de Guaidó qui dit « non aux élections » et « non au dialogue ». Il a également reconnu qu'il existe un réel besoin de médicaments au Venezuela, mais a averti que la question de la crise humanitaire pourrait être un argument similaire à celui utilisé par les États-Unis avant d'attaquer l'Irak, lorsqu'il a affirmé que ce pays avait des armes chimiques qui n'ont jamais existé.

« Ne serait-ce pas la même crise humanitaire que les États-Unis proposent ici et après font venir les armes ? », a-t-il demandé.

Les pays qui continuent à faire pression sur le gouvernement légitime du Venezuela appellent à l'arrestation définitive de l'autoproclamé et illégitime Juan Guaidó, parce qu'il encourage la violence et mène le pays à la guerre civile. Jusqu'à présent, la pression n'a fait qu'amener le gouvernement vénézuélien à envisager la convocation de nouvelles élections législatives.

Atteindre la névrose militaire



Les conditions de vie des Vénézuéliens se sont détériorées ces dernières années en raison de la crise économique, des sanctions économiques et des embargos décrétés par les États-Unis et l'Union Européenne, ainsi que de graves erreurs dans les politiques macroéconomiques et de l'inefficacité de la gestion publique du gouvernement Maduro.

Avec les décisions du gouvernement américain d'embargo sur le secteur pétrolier et l'appropriation des actifs vénézuéliens, la détérioration des conditions de vie va se multiplier de façon exponentielle, estiment les analystes. Évidemment, les personnes touchées ne seront pas le gouvernement, mais la population, surtout en termes d'alimentation et de santé.

La stratégie du gouvernement américain a déjà été exposée par Trump et *Tony Schwartz* en 1987, dans leur livre « *L'art de la négociation* » :

« Je vise très haut et ensuite je continue de presser, presser et presser » .

Le « bombardement en douceur » fait donc partie de la stratégie.

« L'une des clés pour voir grand est la concentration totale. Presque comme une névrose contrôlée, une qualité que j'ai remarquée chez de nombreux entrepreneurs à succès. Alors que certaines personnes sont paralysées par la névrose, d'autres sont poussées par elle » .

Et c'est précisément la stratégie qu'elle applique aux forces armées bolivariennes en les soumettant au dilemme de l'intervention militaire : se rendre à une armée étrangère qui leur ordonne de changer le gouvernement et de déposer Nicolás Maduro. Le paradoxe de l'aide humanitaire est aujourd'hui traité comme un détonateur de violence. La souveraineté essaie d'être violée par un spectacle appelé « opération humanitaire ».

L'objectif de la stratégie trumpiste est que les officiers soient « paralysés », ce qui faciliterait une « reddition pour névrose ». Pour l'instant, l'étape est d'imposer la névrose. Le ruissellement des militaires vers l'opposition ne s'est pas produit comme prévu à Washington et les anciens dirigeants militaires et politiques de l'opposition l'ont assuré.

Des milliers d'armes circulent au Venezuela, entre les mains de civils, de trafiquants de drogue et de paramilitaires. Aux larges frontières avec la Colombie et le Brésil, une armée parallèle de mercenaires, de paramilitaires et de déserteurs des forces armées vénézuéliennes est formée, avec pour mission d'appeler les soldats à laisser passer la caravane.

Víctor Álvarez, ancien ministre, se demande : Et s'ils refusent, que se passera-t-il si un tireur d'élite tire en premier ? Si l'armée fait enfin volte-face et que cela garantit un pays pacifique ? Comment les collectifs armés vont-ils réagir ? Deviendront-ils une force subversive capable de déstabiliser le nouveau gouvernement éventuel ?

Dialogue et accords



L'analyste *Leopoldo Puchi* souligne qu'il s'agit d'options négatives pour le pays tant qu'il y a une capitulation due à la névrose des Forces Armées, ainsi qu'une intervention militaire ou que l'appauvrissement continue pendant une longue période. Ce qu'il convient de faire, c'est de construire une voie différente de celle des options indiquées, par le biais de négociations.

En ce sens, l'échange de notes diplomatiques entre les États-Unis et le Venezuela pour

étudier la création de bureaux d'intérêt ouvre une brèche. De même, les initiatives de la CARICOM à l'ONU pour le dialogue et la convocation d'une conférence par le Mexique et l'Uruguay sont positives. Nous avons déjà vu comment l'Union Européenne a manipulé l'annonce d'un groupe de contact qui s'est réuni le 7 février à Montevideo.

Pour que ce dialogue soit fructueux, dit Puchi, il faut d'abord s'entendre sur une cohabitation à long terme, puis sur une consultation électorale qui pourrait bien se faire sous la forme d'une relégitimation des pouvoirs ou d'une autre manière, avec garanties électorales et levée des sanctions.

Aram Aharonian

Article original en espagnol : [La UE, peón de la estrategia de Trump: Latinoamérica y el Caribe buscan soluciones pacíficas](#), Estrategia, le 8 février 2019.

Traduit par Pascal, revu par Martha pour [Réseau International](#)

Aram Aharonian est un journaliste uruguayen. Il est le directeur du Centre latino-américain d'analyse stratégique

La source originale de cet article est [estrategia.la](#)
Copyright © [Aram Aharonian](#), [estrategia.la](#), 2019

Articles Par : **[Aram Aharonian](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca